

**Autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés, en application de l'article 20, lettre g du règlement du Conseil communal**

*Préavis N° 2016/49*

Lausanne, le 11 août 2016

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

**1. Objet du préavis**

En application de l'article 4, chiffre 6bis de la loi sur les communes (LC) et de l'article 20, lettre g du règlement du Conseil communal de Lausanne (RCCL), le présent préavis propose au Conseil communal de renouveler, pour la législature 2016-2021, l'autorisation précédemment accordée à la Municipalité de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer ainsi que de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés, cela dans les limites propres à sauvegarder la compétence du délibérant sur les questions essentielles.

**2. Nature de la délégation de compétence**

Comme l'article 4, chiffre 6bis LC, l'article 20, lettre g RCCL dispose que le Conseil communal délibère sur « la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales. Pour de telles acquisitions, le Conseil peut accorder à la Municipalité une autorisation générale, la lettre f<sup>1</sup> s'appliquant par analogie. Toutefois, une telle autorisation est exclue pour les sociétés commerciales, les associations au sens des articles 60 ss CC ou les fondations auxquelles l'exécution d'obligations de droit public aurait été confiée au sens de l'article 3a LC ».

---

<sup>1</sup> La lettre f de l'article 20 RCCL se rapporte à l'acquisition et à l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières.

### 3. Situation antérieure

Votre Conseil a fait usage de la possibilité de déléguer une partie des compétences énoncées à l'article 20, lettre g RCCL à partir de 1999. Il a renouvelé cette délégation pour les législatures 2002-2005, 2006-2011 et 2011-2016<sup>2</sup>. Depuis 1999, les compétences déléguées à la Municipalité sont demeurées identiques et se présentent comme suit :

- adhésion à des associations dont la cotisation annuelle n'excède pas CHF 5'000.- ;
- entrée dans des fondations pour lesquelles la participation communale au capital de dotation ne dépasse pas CHF 25'000.- ;
- acquisition de parts de sociétés commerciales pour un montant maximal de CHF 50'000.- par société.

La Municipalité rend compte chaque année, dans son rapport de gestion (section « Préambule »), de l'usage fait de la compétence qui lui a été déléguée en application de l'article 4, chiffre 6bis LC et de l'article 20, lettre g RCCL.

### 4. Renouvellement de la délégation de compétence pour la législature 2016-2021

La délégation de compétence évoquée ici a permis à la Municipalité de traiter rapidement et efficacement des affaires qui, à défaut, auraient à chaque fois nécessité la rédaction d'un préavis puis son examen par votre Conseil. Compte tenu des limites appliquées, elle ne prive pas votre Conseil de sa faculté de se prononcer sur des objets d'une réelle importance. Souhaitant pouvoir continuer à gérer efficacement les affaires communales, la Municipalité sollicite le renouvellement de cette délégation de compétence pour la législature qui débute.

### 5. Conclusions

Eu égard à ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

*Le Conseil communal de Lausanne,*

vu le préavis N° 2016/49 de la Municipalité, du 11 août 2016 ;

ouï le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

*décide :*

1. d'accorder à la Municipalité, jusqu'au terme de la législature 2016-2021, l'autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, ainsi que de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés, dans les limites prévues par la loi sur les communes à son article 4, chiffre 6bis et l'article 20, lettre g du règlement du Conseil communal de Lausanne ;

---

<sup>2</sup> Préavis N° 1999/85, N° 2002/15, N° 2006/36, N° 2011/40

- 
2. de limiter l'autorisation mentionnée au chiffre 1 ci-dessus de la manière suivante :
- a) pour les associations, aux cas où la cotisation annuelle n'excède pas CHF 5'000.-,
  - b) pour les fondations, à ceux où la participation au capital de dotation ne dépasse pas CHF 25'000.-,
  - c) pour les sociétés commerciales, à l'acquisition de parts pour un montant de CHF 50'000.- au plus.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :  
Grégoire Junod

La secrétaire adjointe :  
Sylvie Ecklin